



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 14 janvier 2020
(OR. en)

14883/19
ADD 1 REV 1
LIMITE
PV CONS 67
TRANS 574
TELECOM 379
ENER 536

PROJET DE PROCÈS-VERBAL
CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE
(Transports, télécommunications et énergie)

2, 3 et 4 décembre 2019

TABLE DES MATIÈRES

Page

TRANSPORTS

Divers

7. c) Programme de travail de la prochaine présidence..... 3
d) Situation des bateaux de navigation intérieure de petite taille existants en lien avec les dispositions transitoires des exigences techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure 3

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Divers

11. d) Programme de travail de la prochaine présidence..... 3

ÉNERGIE

Divers

16. a) Pourparlers trilatéraux sur le gaz et perspectives d'hiver pour la sécurité de l'approvisionnement en gaz 3
e) Programme de travail de la prochaine présidence..... 4
f) Prochaines étapes dans la mise en œuvre des recommandations en matière de sûreté nucléaire formulées dans le rapport UE d'examen par les pairs du "test de résistance" de la centrale nucléaire biélorusse..... 4
g) Activités illégales récemment menées par la Turquie en mer Méditerranée 4

SESSION DU LUNDI 2 DÉCEMBRE 2019

TRANSPORTS

Divers

7. c) **Programme de travail de la prochaine présidence** 14472/19
Informations communiquées par la délégation croate

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la délégation croate.

- d) **Situation des bateaux de navigation intérieure de petite
taille existants en lien avec les dispositions transitoires
des exigences techniques applicables aux bateaux de
navigation intérieure** 14686/19
*Informations communiquées par la délégation
néerlandaise*

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la délégation néerlandaise.

SESSION DU MARDI 3 DÉCEMBRE 2019

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Divers

11. d) **Programme de travail de la prochaine présidence** 14281/19
Informations communiquées par la délégation croate

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la future présidence.

SESSION DU MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2019

ÉNERGIE

Divers

16. a) **Pourparlers trilatéraux sur le gaz et perspectives
d'hiver pour la sécurité de l'approvisionnement en gaz** 14227/19
Informations communiquées par la Commission

La Commission a expliqué que les négociations trilatérales (UE-Russie-Ukraine) sont en cours pour trouver une manière d'assurer la continuité du transit gazier via l'Ukraine et dégager une solution à l'amiable entre Naftogaz et Gazprom. Le Conseil a pris note des informations communiquées par la Commission.

- e) **Programme de travail de la prochaine présidence** 14236/19
Informations communiquées par la délégation croate

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la future présidence.

- f) **Prochaines étapes dans la mise en œuvre des recommandations en matière de sûreté nucléaire formulées dans le rapport UE d'examen par les pairs du "test de résistance" de la centrale nucléaire biélorusse** 14761/19
Informations communiquées par la délégation lituanienne

La Lituanie a demandé à la Commission d'inviter instamment la Biélorussie à: 1) demander un examen par les pairs du plan d'action national; et 2) mettre en œuvre les recommandations essentielles en matière de sûreté avant la mise en service de la centrale nucléaire. En outre, la Lituanie a invité la Commission à suivre attentivement la mise en œuvre de l'examen par les pairs du plan d'action national biélorusse. Certains EM sont intervenus au soutien de la demande. La Commission a confirmé son rôle actif, aux côtés de l'ENSREG, dans le suivi de cette question, et a informé les ministres qu'une lettre conjointe COM/ENSREG avait été adressée à l'autorité de sûreté biélorusse pour demander une visite du site.

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la délégation lituanienne.

- g) **Activités illégales récemment menées par la Turquie en mer Méditerranée**
Informations communiquées par la délégation grecque

La Grèce a informé les ministres de la signature récente d'un protocole d'accord entre la Turquie et la Libye sur la délimitation de zones maritimes entre les deux pays. Ce protocole d'accord pourrait interférer avec la souveraineté de la Grèce et l'accès à certaines de ses îles. À cette occasion, Chypre a rappelé aux ministres l'évolution récente de la situation dans ses eaux territoriales. Le Conseil a pris note des informations communiquées par la délégation grecque.